



DJIBOUTI

DISCOURS PRONONCÉ PAR

**SON EXCELLENCE
MONSIEUR ISMAIL OMAR GUELLEH**

**PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI
ET CHEF DE GOUVERNEMENT**

**DEVANT LA 66ÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES**

VENDREDI 23 SEPTEMBRE 2011

VERIFIER AU PRONONCÉ

Louange à Dieu que la paix et la bénédiction soient sur le Prophète, sa Famille et ses Compagnons,

Monsieur le Président,

Permettez moi de vous féliciter chaleureusement pour votre accession à la présidence de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale. Votre expérience et votre compétence avérées sont un gage du bon déroulement et du succès de nos travaux.

A Votre prédécesseur, **M. Joseph Deiss**, j'exprime toute ma gratitude pour son efficacité et l'excellente manière dont il a conduit nos travaux tout au long de la 65ème session, et nous lui souhaitons bonne chance dans ses projets futurs.

J'adresse, également, mes chaleureuses félicitations au Secrétaire Général Ban Ki-Moon pour le renouvellement de son mandat. Ceci est un gage de l'estime que tous les États ont pour son remarquable leadership, surtout en cette période de turbulence et de conjoncture politique internationale difficile. Nous apprécions ses efforts inlassables ainsi que son engagement à servir la communauté internationale, et nous l'assurons de notre plein soutien dans l'accomplissement et la promotion des valeurs fondamentales de la Charte.

Enfin, nous sommes ravis de la création tant attendue de l'organisation des Nations-Unies pour la Femme, dont l'avènement annonce les progrès remarquables qui ont été faits au cours du siècle dernier dans la quête de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. De toute évidence, malgré les grandes avancées qui ont été faites en matière juridique il n'en demeure pas moins que cela ne se traduit pas toujours dans les faits. Mon gouvernement a fait du renforcement des droits des femmes et de l'amélioration de leurs vies des priorités absolues, et je me suis engagé à assurer que nos lois soient conformes aux normes internationales.

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis aujourd'hui dans un contexte économique mondial plus que préoccupant. Cet environnement économique mondial difficile est, en effet, reflété par la faiblesse des économies, un retour à la croissance morose, des dettes et déficits écrasants et à un chômage grandissant. Les pays les moins avancés sont encore plus durement touchés par ces crises. La quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue récemment en Turquie, a donné un nouvel élan aux efforts mondiaux pour améliorer le sort des nations les plus vulnérables. Dans cette perspective, j'invite la communauté internationale à accorder une attention particulière à la situation unique des PMA et à les soutenir davantage en allégeant le fardeau croissant de la dette, en les assistant à améliorer leurs capacités de production et enfin en leur facilitant l'accès aux marchés mondiaux à des conditions plus favorables.

Couplé avec le malaise économique, nous assistons, partout dans le monde, à des disparités climatiques sans cesse grandissantes, allant d'un extrême à l'autre. Il est, désormais, très commun de voir certains pays frappés successivement par des inondations puis par de sécheresses, des tremblements de terre, des ouragans dévastateurs ou encore des tsunamis. La catastrophe qui a récemment frappé nos amis japonais, témoigne de la férocité de la nature. La récurrence de ces fléaux climatiques nous démontre que nous devons mieux nous préparer et mettre en place les mesures d'atténuation et d'adaptation appropriées.

Monsieur le Président,

Dans la région de la Corne de l'Afrique, les aléas du climat sont depuis longtemps une réalité comme en témoignent les cycles récurrents de sécheresse. La crise actuelle qui touche également mon pays n'est pas soudaine et nous avons d'ores et déjà tiré la sonnette d'alarme en 2010 lorsque les premiers signes avant coureurs avaient fait leur apparition.

Face à ce terrible fléau, la résilience de la région est mise à rude épreuve et les mesures d'urgence ne sauraient répondre à elles seules aux défis auxquels nous sommes actuellement confrontés.

En effet, la situation à laquelle nous faisons face aujourd'hui est le résultat de plusieurs années de sécheresse qui ont décimées les cheptels de nos populations nomades et détruit leurs maigres récoltes. Les populations en milieu rural sont bien évidemment les plus touchées et nous ne ménageons aucun effort pour leur venir en aide.

Nos besoins immédiats restent urgents et nous sommes reconnaissant envers les pays amis et les organismes internationaux qui ont pris part à nos efforts. Cependant, compte tenu du caractère endémique des sécheresses dans notre région nous nous devons d'aller au delà de la gestion réactive et nos efforts doivent donc désormais se concentrer sur la gestion préventive à long terme.

Dans ce cadre mon pays a mis en place plusieurs projets d'infrastructure dans le domaine agricole, parmi lesquels l'exploitation des terres arables dans les pays voisins que sont l'Ethiopie et la Soudan et le projet de captage d'eau du fleuve Awash à la frontière avec l'Ethiopie en périodes de crue.

Monsieur le Président,

Le pays le plus touché par cette crise demeure Somalie du fait de la situation de sécurité précaire qui ne permet pas l'accès à certaines populations. En effet, au cours des deux dernières décennies, la Somalie a été victime des pires maux. Elle a été la proie de bains de sangs interminables, de l'insécurité, de l'instabilité et de la destruction. Jusqu'à encore récemment les miliciens d'AL-SHABAB continuaient les combats dans la capitale ce qui rendait encore plus difficile l'aide aux populations sinistrées. Aujourd'hui grâce à la diligence et aux sacrifices des forces de sécurité somaliennes et à leurs collègues de l'Amisom, les miliciens d'Al-Shabab ont été repoussés hors de la capitale, ce qui a permis de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux victimes de la Sécheresse.

Monsieur le Président,

Comme j'ai pu le constater moi-même lors de ma visite à Mogadiscio le mois dernier, les armes se sont tues, la vie a repris ses droits et pour la première fois depuis le début du conflit armé en 1991, les Somaliens ont pu célébrer la Aid en paix cette année. D'ailleurs, depuis, plusieurs hauts responsables se sont également rendus dans la capitale somalienne qui a longtemps été jugée trop dangereuse.

Cette paix encore fragile mais de bonne augure, représente une chance pour les Somaliens de reconstruire leur pays. Grace à la situation sécuritaire désormais maîtrisée dans la capitale, le peuple Somalien et ses dirigeants ont devant eux une opportunité sans précédent de faire renaître une paix durable, de mettre un terme à l'interminable "processus de transition", et de faire avancer le pays vers une gouvernance permanente d'ici l'année prochaine.

Des efforts ont été déployés dans ce sens par le Gouvernement de transition ainsi que par les organisations régionales et internationales et ont permis d'arriver à un accord qui

corresponde à la nouvelle réalité politique somalienne, notamment au delà du mois d'août 2011.

Il y a lieu de saluer ici tous ces efforts qui témoignent de la détermination des Somaliens et de la communauté internationale d'en finir avec les interminables querelles internes et les vaines discussions au sein des institutions fédérales de transition (TFI).

À cet égard, la "feuille de route» convenue représente un engagement solennel de la part des dirigeants des institutions fédérales de transition face à la population Somalienne, aux organismes régionaux et à la communauté internationale dans son ensemble. La communauté internationale, pour sa part, ne doit pas perdre de vue les faiblesses évidentes du Gouvernement de Transition, et doit s'efforcer de lui fournir les ressources nécessaires pour renforcer ses capacités. Le Gouvernement Somalien devrait saisir cette occasion pour montrer de la détermination, du courage et du leadership.

Monsieur le Président,

Au-delà des rigueurs du climat et des problèmes qu'elles engendrent, la Corne de l'Afrique est souvent associée aux guerres fratricides. En effet, à un moment de son histoire, chacun de nos voisins a été en situation de conflit. Si Djibouti a su préserver la paix au prix de nombreux efforts, nous avons malheureusement été entraînés malgré nous dans un conflit frontalier avec l'Erythrée en juin 2008.

Depuis cette date, malgré les efforts acharnés des organisations régionales et internationales et l'adoption par le Conseil de sécurité des résolutions de 1862 et 1907, l'Erythrée refuse de nous répondre quant au sort des 19 prisonniers de guerre Djiboutiens, ni même de reconnaître leur existence. Cela reste un sujet de grave préoccupation et une source de profonde tristesse pour mon peuple et moi-même.

Cependant, et malgré le non-respect de l'Erythrée des exigences claires énoncées dans ces résolutions, mon gouvernement et moi-même restons convaincus que la médiation est la seule issue qui nous permettra d'aboutir à une paix durable.

C'est avec cette conviction à l'esprit que mon gouvernement a accepté les efforts et la bonne volonté de Son Altesse Royal l'Émir du Qatar. Cela a conduit au stationnement de troupes qatariennes à la frontière entre Djibouti et l'Erythrée et au retrait des troupes érythréennes des territoires Djiboutiens qu'elles occupaient illégalement.

Pour notre part, nous restons donc disposés à coopérer pleinement avec les efforts sincères déployés par Son Altesse Royal, l'Émir du Qatar et nous restons confiants quant à l'issue pacifique de cette médiation.

Monsieur le Président,

Nous ne cesserons jamais de croire aux vertus du dialogue et de la médiation, seules capables de permettre à notre région de consolider les gains de la paix. L'exemple le plus récent d'une telle réussite est sans conteste la naissance de la nouvelle nation du Sud-Soudan, qui témoigne encore une fois de la capacité de nos pairs à trouver une issue pacifique à un conflit fratricide vieux de plusieurs décennies. Aujourd'hui, alors que le peuple sud-soudanais fait ses premiers pas dans le concert des nations, nous tenons à leur rappeler notre soutien fraternel et je suis persuadé qu'ils résoudront les questions en suspens de manière pacifique.

Monsieur le Président,

Certes, nous ne pouvons que nous réjouir qu'un nouveau membre ait rejoint notre organisation mais je ne pourrais évoquer l'indépendance du Sud-Soudan sans rappeler la situation qui prévaut depuis 1947 en Palestine.

Le fondement même de l'Organisation des Nations Unies était de combattre les injustices et de rendre aux nations leur souveraineté. Beaucoup de pays présents aujourd'hui y compris le mien se sont à un moment de leur histoire retrouvés ici même en quête d'indépendance. Le Sud-Soudan est ainsi devenu le 193^{ème} état-membre le 13 juillet dernier.

La Palestine quant à elle vit encore à ce jour sous l'occupation ce qui est de nos jours moralement répréhensible et politiquement insoutenable.

Nous Africains connaissons mieux que quiconque les conditions dans lesquelles vivent les populations colonisées. Le sort que connaissent les Palestiniens depuis plus de soixante ans nous l'avons connu, nous l'avons combattu et nous l'avons vaincu en obtenant la reconnaissance de nos pairs. Plus que n'importe quelle autre institution, les Nations-Unies représentaient pour les peuples colonisés l'Espoir. L'espoir de lendemains meilleurs, débarrassés du joug colonial. L'espoir de vivre dans son pays en jouissant de sa liberté et de ses droits. L'espoir surtout de retrouver la dignité.

L'heure est venue pour nous de rendre espoir à nos frères et sœurs palestiniens en leur reconnaissant le droit de devenir un État à part entière.

L'heure est venue d'en finir avec l'état de siège, la misère et le désespoir.

L'Histoire retiendra, je l'espère, qu'en ce jour nous avons fait le choix de mettre fin à l'injustice. Le choix de donner enfin à la Palestine une place à part entière au sein de la communauté internationale.

L'Histoire retiendra surtout que nous avons fait le choix de ne pas décevoir l'Espoir du peuple de Palestine.

Merci, Monsieur le Président